

**COMMISSION EUROPEENNE POUR LA DEMOCRATIE PAR LE DROIT**

**REUNION JOINTE DU GROUPE  
DE TRAVAIL SUR LA JUSTICE CONSTITUTIONNELLE  
AVEC LES AGENTS DE LIAISON DES COURS CONSTITUTIONNELLES  
ET AUTRES INSTANCES EQUIVALENTES**

Projet de rapport de réunion  
(Venise, le 7 mai 1992)

1. Le groupe de travail sur la justice constitutionnelle s'est réuni à Venise le 7 mai 1992 avec les agents de liaison des cours constitutionnelles et autres instances équivalentes.

La réunion était présidée par M. Constantin Economides (Grèce).

2. Lors de la réunion a été étudié le projet de thesaurus systématique pour la centre de documentation, sur la base des avant-projets préliminaires établis par M. Vandernoot et le Doyen Favoreu. Il a été demandé à un groupe de rédaction composé de M. Vandernoot, Mme Remy-Granger et M. Hartwig auquel tout autre membre pouvait se joindre de rédiger un projet révisé sur la base des discussions de la réunion. Le document CDL (92) 31 contient le projet révisé de thesaurus systématique.

3. Les participants ont été informés que l'Autriche, la Belgique, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne, l'Islande, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Suède, la Suisse, la Turquie, le Canada, la Roumanie, la Russie, la Slovénie et les Etats-Unis avaient envoyé des réponses aux questionnaire CDL (92) 13 établi par MM. Vandernoot et Ryckeboer. Les participants ont demandé aux cours constitutionnelles et autres instances équivalentes qui n'ont pas encore répondu de le faire dans un proche avenir.

4. La Commission européenne pour la démocratie par le droit est invitée :

- à adopter comme projet de thesaurus systématique le texte reproduit dans le document CDL(92)31;
- consulter les Présidents des cours constitutionnelles et autres instances équivalentes sur ce texte et les inviter à envoyer leurs commentaires et ajouts;
- de prévoir une nouvelle réunion avec les Présidents des cours constitutionnelles et autres instances équivalentes, de préférence après avoir reçu leurs commentaires sur le projet de thesaurus systématique;
- inviter les agents de liaison à transmettre avant fin juin 1992 une décision de leur cour accompagnée d'un sommaire rédigé selon le modèle de l'Annexe 2 au document CDL (92) 2. Cet exercice devrait concerner dans la mesure du possible un thème commun sur lequel plusieurs juridictions constitutionnelles ont statué.

**A N N E X E I**

**LIST OF PARTICIPANTS/LISTE DES PARTICIPANTS**

**MEMBERS OF THE EUROPEAN COMMISSION FOR DEMOCRACY  
THROUGH LAW**

**MEMBRES DE LA COMMISSION EUROPEENNE POUR LA  
DEMOCRATIE PAR LE DROIT**

**CYPRUS/CHYPRE :**

Mr Michael TRIANTAFYLIDIS, Attorney General of the Republic

**FINLAND/FINLANDE :**

Mr Antti SUVIRANTA, President of the Supreme Administrative Court

**GREECE/GRECE :**

M. Constantin ECONOMIDES, Directeur du Département juridique, Ministère des Affaires Etrangères (Président/Chairman)

**ITALY/ITALIE :**

Mr Antonio LA PERGOLA, President of the European Commission for Democracy through Law, Member of the European Parliament

**NORWAY/NORVEGE :**

Mr Jan HELGESEN, Professor at the University of Oslo

**ASSOCIATE MEMBERS/MEMBRES ASSOCIES**

**BULGARIA/BULGARIE :**

M. Alexandre DJEROV, Président de la Commission législative de l'Assemblée Nationale  
Mme Snejana BOTUSHAROVA, Députée, Vice-Président de l'Assemblée Nationale

**SLOVENIA/SLOVENIE :**

Mr Arne MAVCIC, Head of the Legal Information Centre, Constitutional Court

**LIAISON OFFICERS/AGENTS DE LIAISON**

**AUSTRIA/AUTRICHE :**

Mme Anneliese ELHENICKY, Conseillère à la Cour constitutionnelle,  
Service de la documentation

**BELGIUM/BELGIQUE :**

M. Rik RYCKEBOER, Référendaire à la Cour d'Arbitrage

M. Pierre VANDERNOOT, Référendaire à la Cour d'Arbitrage

**CYPRUS/CHYPRE :**

Apologised/Excusé

**CZECHOSLOVAKIA/TCHÉCOSLOVAQUIE :**

Mr Peter KRESAK, Constitutional Court

**FINLAND/FINLANDE :**

Apologised/Excusé

**FRANCE :**

Mme Dominique REMY-GRANGER, Attachée auprès du Président du Conseil constitutionnel

**GERMANY/ALLEMAGNE :**

Mr Matthias HARTWIG, Bundesverfassungsgericht

**ICELAND/ISLANDE :**

Apologised/Excusé

**ITALY/ITALIE :**

M. Giovanni CATTARINO, Correspondant de la Cour constitutionnelle

M. Nicola SANDULLI, Correspondant de la Section de droit comparé de la Cour constitutionnelle

Mme Elisa BIANCHI, Correspondant de la Section de droit comparé de la Cour constitutionnelle

**NETHERLANDS/PAYS-BAS :**

Apologised/Excusé

**POLAND/POLOGNE :**

Apologised/Excusé

**PORTUGAL :**

M. Antonio Duarte SILVA, Service de Documentation, Tribunal Constitutionnel

**SPAIN/ESPAGNE :**

Apologised/Excusé

**SWEDEN/SUEDE :**

Mr Bengt-Ake ENGSTROM, Administrative Director, Supreme Court

**SWITZERLAND/SUISSE :**

Apologised/Excusé

**TURKEY/TURQUIE :**

Mr Mehmet TURHAN, Reporter, Constitutional Court

**CANADA :**

Apologised/Excusé

**U.S.A. :**

Apologised/Excusé

\*\*\*\*\*

**ITALY/ITALIE :**

M. Elio ROGATI, Conseiller parlementaire, Chambre des Députés

**SECRETARIAT**

M. Giovanni BUQUICCHIO

M. Roberto LAMPONI

M. Thomas MARKERT

Mlle Helen MONKS

## ANNEXE II

### PROJET DE THESAURUS SYSTEMATIQUE

#### **1. JUSTICE CONSTITUTIONNELLE**

##### 1.1 Les organes de la justice constitutionnelle : Les juridictions constitutionnelles

###### 1.1.1 Statut de la juridiction

- Sources : constitution, loi organique, loi ...
- autonomie
  - \* autonomie statutaire
  - \* autonomie administrative
  - \* autonomie financière
- Etc...

###### 1.1.2 Composition et recrutement

- autorités de nomination
- procédure de désignation
- membres de la juridiction
- collaborateurs
- Etc...

###### 1.1.3 Statut des membres de la juridiction

- source : constitution, loi organique, loi ...
- contenu
- incompatibilités
- Etc...

###### 1.1.4 Rapports avec les autres institutions

- Chef de l'Etat
- organes législatifs
- organes exécutifs
- juridictions
- autres organes

## 1.2 Types de contentieux

- 1.2.1 Contentieux des libertés et droits fondamentaux
- 1.2.2 Contentieux de la répartition (horizontale) de compétences entre les organes ou les pouvoirs de l'Etat
- 1.2.3 Contentieux de la répartition (verticale) des compétences entre l'Etat et les collectivités composantes
- 1.2.4 Contentieux électoral
  - Elections présidentielles
  - Elections législatives
  - Elections locales
  - Elections professionnelles
  - Referendums
  - Autres votations
- 1.2.5 Contentieux répressif
  - Interdiction des partis politiques
  - Déchéance des droits civiques
  - Déchéance des parlementaires
  - Impeachment
- 1.2.6 Autre contentieux (ex: admissibilité du referendum italien)

## 1.3 Objet du contrôle

- 1.3.1 Traités internationaux
- 1.3.2 Constitution
- 1.3.3 Lois à valeur quasi-constitutionnelle
- 1.3.4 Décrets présidentiels
- 1.3.5 Règlements de l'exécutif
- 1.3.6 Règlements à valeur quasi-législative ou législative
- 1.3.7 Décisions juridictionnelles
- 1.3.8 Actes administratifs

## 1.4 Le procès constitutionnel

### 1.4.1 Saisine

#### 1.4.1.1 Recours (ou demande) émanant d'une personne publique

- Organes législatifs
- Organes exécutifs
- Organes d'autorités régionalisées
- Organes d'autorités décentralisées
- Etc...

#### 1.4.1.2 Recours (ou demande) émanant d'une personne privée

- Personne physique
- Personne morale à but non lucratif
- Personne morale à but lucratif
- Etc...

#### 1.4.1.3 Saisine émanant d'une juridiction

### 1.4.2 Procédure devant la juridiction constitutionnelle

#### 1.4.2.1 Caractères généraux

#### 1.4.2.2 Délai d'introduction de l'affaire

- Délai de droit commun
- Délais exceptionnels
- Réouverture du délai
- Etc...

#### 1.4.2.3 Acte introductif

- Décision d'agir
- Signature
- Forme
- Annexes
- Notification
- Etc...

#### 1.4.2.4 Moyens

- Délais
- Forme
- Etc...

#### 1.4.2.5 Pièces émanant des parties (mémoire, conclusions, notes, etc.)

- Délais
- Décision de déposer la pièce
- Signature
- Forme
- Annexes
- Notification
- Etc...

#### 1.4.2.6 Instruction de l'Affaire

- Réception par la juridiction
- Notifications et publications
- Délais
- Procédure préliminaire
- Avis
- Rapports
- Mesures d'instruction
- Etc...

#### 1.4.2.7 Parties

- Qualité
- Intérêt
- Représentation
  - \* Barreau
  - \* Etc...
- Etc...

#### 1.4.2.8 Incidents

- Intervention
- Inscription de faux
- Reprise d'instance
- Désistement
- Connexité
- Récusation
- Etc...

#### 1.4.2.9 Audience

- Déroulement
- Rapport
- Avis
- Exposés oraux des parties

- 1.4.2.10 Procédures particulières
- 1.4.2.11 Réouverture des débats
- 1.4.2.12 Assistance aux frais de la procédure

#### 1.4.3 Décisions

##### 1.4.3.1 Forme

##### 1.4.3.2 Types

- Avis
- Annulation
- Suspension
- Révision
- Constatation de constitutionnalité et d'inconstitutionnalité

##### 1.4.3.3 Effets

- Etendue
- Effet absolu
- Effet relatif
- Effet rétroactif
- Limitation à l'effet rétroactif

#### 1.5 Principes ou techniques communs d'interprétation

- Principe de l'Etat de droit social
- Principe de proportionnalité
- Principe de "raisonnabilité"
- Principe de légalité
- Principe d'égalité
- Principe d'équité
- Technique de l'erreur manifeste d'appréciation
- Technique de la conformité ou interprétation sous réserve
- "Political questions" / Actes de gouvernement

## 2. INSTITUTIONS

### 2.1 Principes d'organisation de l'Etat

- Souveraineté
- Séparation des pouvoirs

- Etat de droit
- Etat social
- Etat fédéral
- Etc...

## 2.2 Organes législatifs

- Contentieux électoral
- Compétence
- Procédure d'élaboration des lois
- Garanties d'exercice du pouvoir
- Relations avec les organes exécutifs
- Relations avec les juridictions
- Responsabilité
- Etc...

## 2.3 Organes exécutifs

- Hiérarchie
- Compétence
- Composition
- Organisation
- Relations avec les organes législatifs
- Relations avec les juridictions
- Décentralisation territoriale (pouvoirs locaux)
  - \* Provinces
  - \* Municipalités
  - \* Tutelle
  - \* Etc...
- Décentralisation par service
- Fonction publique
- Etc...

## 2.4 Juridictions

### 2.4.1 Organisation générale

### 2.4.2 Garanties de procédure

- Droits de la défense
- Procès équitable
- Publicité des débats
- Publicité des jugements
- Délai raisonnable
- Indépendance
- Impartialité

- Langues
- Détention préventive
- Etc...

#### 2.4.3 Juridictions judiciaires

- Organisation
- Compétence
- Procédure
- Juridiction suprême
- Juridictions civiles
- Juridictions pénales
- Juridictions à compétence spéciale
- Magistrature assise
- Ministère public
- Greffe
- Statut des magistrats
- Discipline
- Auxiliaires de la justice
- Etc...

#### 2.4.4 Juridictions administratives

- Organisation
- Compétences
- Procédure
- Juridiction suprême
- Juges
- Ministère public
- Greffe
- Statut des magistrats
- Discipline
- Auxiliaires de la justice
- Etc...

#### 2.4.5 Juridictions militaires

- Organisation
- Compétences
- Procédure
- Juridiction suprême
- Juges
- Ministère public
- Greffe
- Statut des magistrats
- Discipline
- Auxiliaires de la justice
- Etc...

2.4.6 Juridictions d'exception

- Organisation
- Compétences
- Procédure
- Juridiction suprême
- Juges
- Ministère public
- Greffe
- Statut des magistrats
- Discipline
- Auxiliaires de la justice
- Etc...

2.4.7 Autres juridictions

2.4.8 Barreau

- Généralités
- Organisation
- Compétences des organes
- Rôle des avocats
- Statut des avocats
- Discipline
- Etc...

2.5 Fédéralisme et Régionalisme

2.5.1 Principes de base

2.5.2 Aspects institutionnels

- Assemblées délibératives
- Exécutif
- Juridictions
- Autorités administratives
- Etc...

2.5.3 Aspects budgétaires et financières

- Financement
- Budget
- Mécanismes de solidarité
- Etc...

2.5.4 Répartition des compétences

- Système

- Contrôle
- Coopération
- Etc...

## 2.6 Transfert de compétences aux institutions internationales

### **3. DROITS FONDAMENTAUX**

#### 3.1 Problématique générale

3.1.1 Nature de la liste des droits fondamentaux (ouverte ou fermée)

3.1.2 Les bénéficiaires ou titulaires des droits

- Nationaux et étrangers
- Personnes physiques et personnes morales
- Protection des minorités

3.1.3 Les effets

- Effets verticaux
- Effets horizontaux  
(problème de la Drittwirkung)

3.1.4 Limites et restrictions

3.1.5 Situations d'exception

#### 3.2 Droits civils et politiques

- Droit à la vie
- Interdictions de la torture et des traitements inhumains et dégradants
- Egalité
- Liberté de mouvement
- Liberté de conscience
- Liberté de expression
- Liberté de la presse
- Liberté des cultes
- Service national (milice, objection de conscience, etc.)
- Liberté d'association
- Liberté de réunion
- Droit à l'honneur et à la réputation
- Droit à la vie privée
- Droit à la vie familiale
- Inviolabilité du domicile

- Secret de la correspondance
- Droit à un procès équitable
- Non-rétroactivité de la loi pénale
- Droit de propriété
- Liberté de l'emploi des langues
- Droits électoraux
- Etc...

### 3.3 Droits économiques, sociaux et culturels

- Liberté de l'enseignement
- Droit au travail
- Droit de grève
- Droit au logement
- Droit à la sécurité sociale
- Droit aux conditions de travail justes et favorables
- Droit à un niveau de vie suffisant
- Droit à la santé
- Droit à la culture
- Etc...

### 3.4 Droits collectifs

- Droit à l'environnement
- Droit au développement
- Droit à la paix
- Etc...

## **4. SOURCES DU DROIT CONSTITUTIONNEL**

### 4.1 Catégories

#### 4.1.1 Règles écrites

##### 4.1.1.1 Constitution

##### 4.1.1.2 Lois à valeur quasi-constitutionnelle

##### 4.1.1.3 Convention européenne des droits de l'Homme

##### 4.1.1.4 Droit communautaire européen

##### 4.1.1.5 Autres sources internationales

4.1.2 Règles non-écrites

4.2 Hiérarchie

4.2.1 Sources non nationales et sources nationales

4.2.1.1 Traités et Constitutions

4.2.1.2 Traités et autres actes de droit interne

4.2.1.3 Convention européenne des droits de l'Homme et Constitutions

4.2.1.4 Convention européenne des droits de l'Homme et autres actes de droit interne

4.2.1.5 Droit communautaire primaire et constitutions

4.2.1.6 Droit communautaire primaire et autre actes de droit interne

4.2.1.7 Droit communautaire dérivé et constitutions

4.2.1.8 Droit communautaire dérivé et autres actes de droit interne

4.2.2 Sources nationales et internationales